L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLITT, MAGNE & CIE.
No. 81, Rue Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS:
LUNDI MATIN, 14 JUIN 1841.

POUR GOUVERNEUR:
HENRY JOHNSON.

REVUE DE LA SEMAINE.

Samedi nous sont parvenues les nouvelles apportées par l'*Acadia*, steamer de la ligne de Boston, mais on n'y trouve rien de bien important.

L'attention était absorbée en Angleterre par la discussion de la loi sur les céréales et de quelques autres lois de finances. * Les nouvelles de Chine sont de plus en plus défavorables. Il paraît que l'Empereur veut faire trainer les négociations en longueur jusqu'à ce qu'il ait fait tous ses préparatifs de guerre à outrance. On n'a pas d'avantage à se féliciter des nouvelles de l'Inde. Quelques victoires insignifiantes coûtent la vie aux meilleurs officiers anglais et l'on croit que la Perse va prendre parti contre Shah Soojah. La question d'Orient paraissait définitivement résolue: le sultan ayant modifié son hatti-sherif du 13 février suivant les réclamations de Mehemet Ali. Mais on annonçait d'un autre côté, le soulèvement de plusieurs provinces Turques, Candie, la Bulgarie, la Servie, etc. On n'avait reçu, au départ de l'Acadia, aucune nouvelle du *Président*.

En France le travaux des fortifications se poursuivaient activement. L'instruction préparatoire de l'affaire Darmès a amené la mise hors de cour de huit accusés de complicités: Darmès, Duclos et Considère seront seuls jugés par la chambre des pairs. La chambre discutait le budget.

Les journaux sont pleins de récits de naufrages. Naguères on prétendait qu'il n'y avait plus de naufrages que dans les romans; les faits donnent un déplorable démenti à cette assertion.

Le congrès s'est organisé. L'orateur élu est un chaud partisan de l'administration ainsi que le greffier. L'élection de ce dernier a donné lieu à un fait assez curieux. A une réunion préparatoire le choix des whigs s'était arrêté sur M. Smith du Maine. Cependant beaucoup de membres du parti qui ne se trouvaient pas à l'assemblée et quelques uns de ceux qui y avaient assisté donnaient la préférence à M. St. Clair Clarke, nommé greffier expulsé par le parti opposé.

Outre les préférences personnelles qui devaient militer en faveur de M. Clarke, puisque ses fonctions antérieures l'avaient mis en rapport avec une grande partie des membres de la Chambre, on devait naturellement considérer sa nomination comme la réparation d'une injustice. D'un autre côté, l'opposition n'ayant aucun espoir de faire élire son candidat, a donné toutes ses voix au candidat qu'elle avait repoussé à une autre époque, par cela seul qu'il n'était pas le candidat de la réunion préparatoire. On donne encore un autre motif au vote de l'opposition en cette circonstance. Smith, le candidat de la réunion préparatoire est un "Conservateur" tandis que St. Clair Clarke est un whig pur. Or l'opposition qui préfère les "whigs purs sang," aux "conservateurs" a donné son appui à celui des deux candidats qu'elle détestait le moins.

Le message est très diversement apprécié. Dans les deux partis on entend également formuler des opinions différentes sur ce document. C'est, à notre avis, la meilleure preuve de la modération avec laquelle il est écrit. Ce n'est point un document de parti, mais un document national.

Le public commence à ne plus s'occuper si activement de l'affaire du *Charles*. Ainsi va le monde. Il y a huit jours on ne parlait pas d'autre chose, aujourd'hui on n'en parle guère plus et dans huit jours on n'en parlera plus. Mais pendant les quelques jours qu'a duré l'excitation on a fait des contes par centaines sur ce déplorable événement. Plusieurs *steamers* ont *vainement* été expédiés à la recherche des coupables, et cela ne doit pas étonner. Les assassins ont dû nécessairement prendre immédiatement la fuite et chercher un refuge partout ailleurs que sur les côtes des Etats-Unis.

Ce qu'on sait, c'est que le *Charles* a été le théâtre d'une horrible tragédie; mais quels sont les bourreaux, quels sont les victimes? C'est ce qu'on ignore. Les uns pensent que l'équipage aura massacré les passagers pour avoir l'argent qu'ils avaient à bord; les autres croient que des pirates ont massacré et l'équipage et les passagers qui auront fait le coup. Sera-t-il jamais donné à la justice de percer cet horrible mystère? Espérons.

Au théâtre il n'y a eu qu'une bonne et belle représentation pendant le courant de la semaine dernière: celle de mardi au bénéfice de M. Collin; le reste ne vaut pas l'honneur d'être mentionné. Il faut convenir aussi qu'il faut un attrait bien puissant pour faire braver au public une atmosphère de cent degrés.

A une élection des membres du Bataillon d'Artillerie, qui a eu lieu hier, à l'Arsenal, M. Domatien Acourtin a été nommé capitaine.

On lit dans le *Courrier des Etats-Unis* du 4 courant:

—M. David, Consul de France à la Nouvelle-Orléans, est nommé consul général et chargé d'affaires à Caracas. Tous ceux qui connaissent M. David applaudiront à cet acte de justice par lequel le gouvernement français récompense, avec plaisir, au moins intentionnellement un ancien et zélé agent. M. D'Hauterive, consul à Philadelphie, avait été nommé à la Nouvelle-Orléans en remplacement de M. David, mais il a décliné cette nomination par des raisons de santé. Nous le regrettons pour les Orléanais; ce choix était la meilleure récompense qu'ils pût-nous espérer, de la perte de M. David.

Correspondance de l'Abeille.

WASHINGTON, 4 juin 1841.

Le rapport du secrétaire du trésor a été présenté hier aux deux chambres, accompagné de plusieurs documents importants. Il recommande d'une manière qui ne laisse aucune doute sur son intention, un AGENT CENTRAL FISCAL, remplissant toutes les conditions d'une banque nationale. Ce rapport n'a pas été lu; mais M. Wise, dans la Chambre des Représentants, en a mentionné plusieurs points; et il a présenté une résolution demandant au secrétaire du trésor communication du projet fiscal, comme il le recommande dans son rapport. M. Underwood a proposé à cette résolution un substitut déclarant qu'il est convenable et nécessaire de créer une banque nationale et de rappeler la loi de sous-trésorerie. Il s'est élevé à ce sujet une question d'ordre qui a donné lieu à un débat animé et aucune décision n'a été prise à l'égard de la résolution et du substitut.

Dans le Sénat, le rapport n'a soulevé aucun débat; mais M. Clay, avec sa précision ordinaire, a abordé le point qui est la base de toutes les réformes en vue, le rappel de la loi de sous-trésorerie! Il a proposé d'instruire le comité des finances de s'enquérir des moyens de faire abroger l'acte en question. M. Wright a approuvé cette motion. M. Calhoun y est hautement opposé, et il a dit en termes que qu'il avait toujours été convaincu qu'il n'y avait d'autre alternative que le sous-trésorerie ou une banque nationale. M. Clay a aussi avec empressement repoussé, et il s'est écrié que s'il n'y avait en effet d'autre alternative que la sous-trésorerie ou une banque nationale, il fallait rigoureusement adopter ce dernier projet, puisque le premier venait d'être condamné si hautement par le peuple.

M. Rives, de la Virginie, s'est interposé dans la discussion. Selon lui, il y a d'autres alternatives que celles dont a parlé M. Calhoun: ce sont 1o. Une banque des Etats-Unis—2o. Un agent fiscal, différent de la dernière institution nationale—3o. Le système des banques d'Etat.—Mais, avant tout, il s'est ouvertement prononcé contre la loi de sous-trésorerie.

La motion de M. Calhoun, proposant à la résolution de M. Clay, un amendement enjoignant au comité de finances de rapporter un *substitut*, a été enfin mise aux voix et rejetée par 27 sous contre 18 voix.

Le conseil auquel a été référé la partie du message du Président qui a rapport aux REVENUS et à un AGENT FISCAL, est composé de MM. Clay, du Kentucky, comme *président*, Choate, Wright, Berrien, King, Tallmadge, Bayard, Graham et Huntington.

M. Preston a demandé, conformément à une résolution du Sénat, des renseignements sur le motif de retour de la frégate Brandywine, de la Méditerranée, et communication de la correspondance qui a été échangée à ce sujet.

M. Barrow, de la Louisiane, a présenté un mémoire des membres du barreau de la Nouvelle-Orléans, dans lequel il est dit que par suite de la mort récente du juge de district des Etats-Unis, pour le district de la Louisiane, cette place se trouve vacante aujourd'hui, et que cette circonstance présente au Congrès une occasion favorable pour augmenter les appointements du juge appelé à remplir ces fonctions. Ces appointements sont de $2000 par an, et cette somme est insuffisante pour payer les services d'un homme de loi qui doit se dévouer entièrement aux devoirs de sa place.

Après quelques remarques pleines de justesse présentées par M. Barrow à l'appui du mémoire, il a été proposé au Sénat ajournement.

Le Sénat ne siégeant aujourd'hui, que pour nommer quelques uns de ses officiers. La Chambre s'est ajournée à samedi, pour où doit être annoncée la formation des comités permanents.

Les rapports qui accompagnent le Message du Président, sont vient tout de l'imprimer aujourd'hui. Je vous en enverrai des exemplaires aussitôt que je pourrai m'en procurer.

EXTERIEUR.

EUROPE.

Le navire à vapeur ACADIA, parti de Liverpool le 19 mai, dans l'après-midi, est arrivé à Boston le 2 courant dans la matinée, après une traversée de 13 jours et demi. Il nous apporte des nouvelles d'Angleterre jusqu'au 19 mai, et de France jusqu'au 16. Ces nouvelles sont comme les précédentes; elles n'ont pas une importance majeure, les affaires européennes en sont toujours au même point et c'est à peine si nous trouvons à y signaler quelque modification. En Angleterre les discussions au parlement abordent la plupart des questions intérieures importantes qui doivent occuper le pays, mais elles ne présentent rien de bien saillant. Les négociations intimées à Mr. Lord, l'envoyé du gouvernement des Etats-Unis,